

DOCKÈS

1032

LE CAPITALISME ET SES RYTHMES – TOME II, VOLUME II

Vers l'union bancaire

La BCE n'avait comme mandat que la surveillance de l'inflation. Elle a été amenée, comme les autres Banques centrales, à prendre davantage en charge la surveillance de la stabilité financière. Il aurait été possible, pour cela, d'ajouter l'inflation d'actifs à l'inflation des biens dans son mandat, de cibler l'une et l'autre, et de mettre la politique monétaire explicitement au service de cette double stabilité. On en est loin. Les Banques centrales se contentent d'une surveillance quantitative des banques (seulement des banques, les autres institutions financières restant le plus souvent à l'écart). Nous avons vu (*cf. supra*, chapitre « Anatomie d'une catastrophe financière ») qu'à partir de la réunion du G22 de 2009 une supervision bancaire plus rigoureuse a été requise, imposant des ratios de solvabilité et de liquidités, la simulation de situations de stress. La mise en place au niveau communautaire d'un « mécanisme de surveillance unique » (MSU) s'imposait.

Il fallait aussi unifier, à l'échelle européenne, les procédures à mettre en œuvre lorsqu'une banque systémique risque le défaut de paiement. Ce fut le « mécanisme de résolution unique » (MRU). Deux problèmes liés se posaient. Faut-il que les déposants importants, les autres créanciers des banques et les actionnaires supportent une part des pertes ? Comment éviter le cercle vicieux qui, lors d'une crise bancaire, amène les États à sauver leurs banques pour se retrouver eux-mêmes, de ce fait, en situation de surendettement ? Et, retour de bâton, comment éviter que l'effondrement de la dette souveraine mette davantage en péril les banques qui la détiennent massivement ?

Pour éviter que l'État soit englué dans les difficultés des banques, la solution choisie par les institutions européennes sera d'exiger le recours au *bail in* : les banques devront être sauvées par le système financier privé, les pertes des institutions financières étant assumées par leurs actionnaires et les créanciers ; le sauvetage des banques par les États (*bailout*) sera, sinon interdit, du moins strictement cantonné.

Dès juin, puis en décembre 2012, les institutions européennes et la BCE mettaient en chantier une *Union bancaire* pensée comme un élément d'une *Union économique et monétaire*. Un premier pilier est mis en place en mars 2013 : le « mécanisme de surveillance unique ».

████████ Brigitte Macron a pris une décision : ses visites en catimini aux « derniers de cordée », c'est terminé. Elle fait savoir qu'elle regrette de n'avoir eu comme proposition d'expression publique que la naissance du panda chinois invité de la France. À cette occasion, Brigitte Macron a effectué un déplacement officiel au zoo de Beauval et prononcé un discours. Désormais, elle veut mettre sa popularité au service de son mari.

Au début du quinquennat, Brigitte Macron est devenue une icône de la modernité. La première dame a séduit, et cela est dû en partie à son histoire personnelle et au couple qu'elle forme avec son mari, rendu atypique par leur différence d'âge et leur relation fusionnelle. La manière dont une mère de famille quarantenaire et un jeune homme de dix-sept ans se sont rencontrés et aimés en osant affronter la bonne bourgeoisie provinciale impressionne les hommes et rend hommage aux femmes.

En tant qu'amoureux, ils ont scénographié leur propre révolution : ils se sont interdit d'interdire leur amour. En tant que couple politique, ils résument la « Macron attitude » : être rebelle tout en restant dans les clous.

Au fort de Brégançon les sorties de Brigitte Macron sont rares et rarement en couple. Elle répond aux questions des journalistes par des banalités du style « le président se repose et travaille les dossiers », avec une mine plus fermée que d'habitude.

La détermination de ce couple à assumer son histoire renseigne également sur la capacité d'endurance des Macron. Brigitte a été jadis la professeure d'art dramatique d'Emmanuel. Des années plus tard, voilà les deux passionnés de théâtre en train de sauver la

représentation la plus importante de leur vie, au sommet de l'État. L'objectif de la première dame est clair : la réélection de son mari en 2022. Pour cette raison, Brigitte Macron a décidé de briser le carcan dans lequel elle a été enfermée depuis le début du mandat.

Réconciliée avec Stéphane Bern, elle l'accompagne le 15 février 2019 dans la Meuse pour marquer la réhabilitation du théâtre de Bar-le-Duc. La salle a servi de refuge à des poilus, a été réquisitionnée par l'armée allemande et menacée de démolition jusqu'en 2016, quand des habitants du département ont décidé de racheter ces pierres chargées d'histoire. Inscrit au loto du patrimoine, le vieux théâtre de Bar-le-Duc figure sur la liste des visites de Bern. Les autorités et la presse locale sont prévenues au dernier moment de la présence de Brigitte Macron. Le cliché publié dans *L'Est républicain* montre une première dame souriante, se pliant aux interminables séances de selfies et de photos. Elle revient en province pour un déplacement officiel, le premier depuis longtemps. À l'évidence, Brigitte Macron n'est plus la même. Elle prend le temps avec les volontaires engagés sur le projet, séduits par l'affabilité de la première dame. Brigitte Macron se comporte presque comme une politique en campagne, jouant le répertoire de la comédie politique : elle ne peut ignorer que la plupart des élus locaux qui s'empressent tout sourire autour d'elle sont d'ordinaire – à quelques exceptions près – de féroces opposants à la politique d'Emmanuel Macron...

Interrogée sur l'objet de sa visite, elle souligne l'importance d'un théâtre, « un lieu pour faire du lien », pour « nous relier à nos racines pour l'avenir ».